

LES ACCORDS de LIBRE-ÉCHANGE DE LA FOURCHE À LA FOURCHETTE: QUELS **IMPACTS** ?


IL EST IMPORTANT DE NOUS INTERROGER SUR **L'ORIGINE** & LES CONDITIONS de **PRODUCTION** DE NOS ALIMENTS



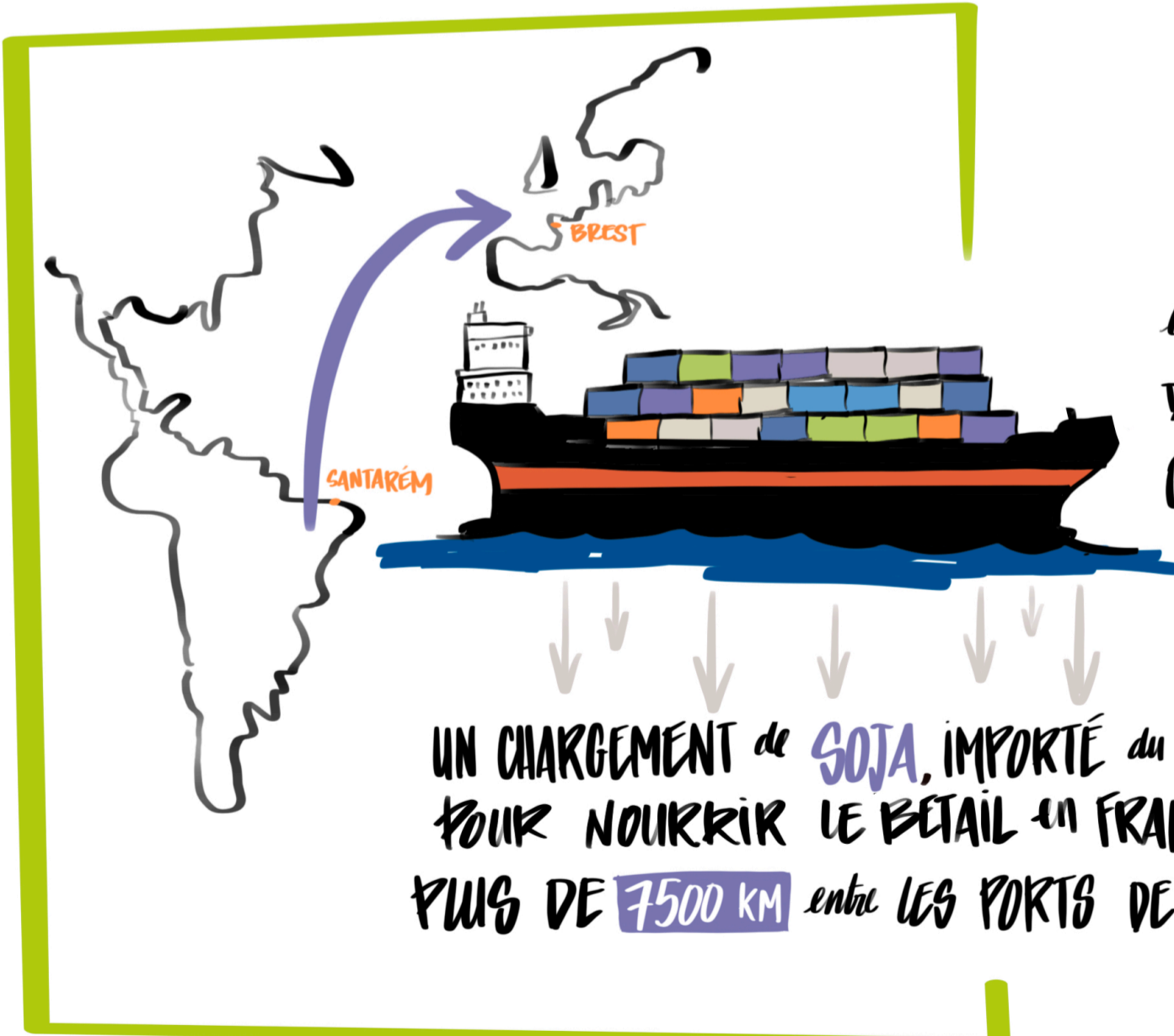

LA PRODUCTION de **SOJA** AU BRÉSIL NÉCESSITE UNE AUGMENTATION DE LA SURFACE AGRICOLE ET GÈNÈRE LA **DÉFORESTATION**



QUELS IMPACTS SUR NOTRE ASSIETTE, SUR LES ALIMENTS QUE L'ON CONSOMME ?



EST-CE QU'ILS PERMETTENT UN REVENU DIGNE POUR LES PRODUCTEURS ICI - ET-AILLEURS ?



L'ACCROISSEMENT du COMMERCE INTERNATIONAL A **AUGMENTÉ** le TRANSPORT de MARCHANDISES GÉNÉRANT d'importantes ÉMISSIONS de **GAZ À EFFET de SERRE** QUI PARTICIPENT AU **RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE**



- * LES PRODUCTIONS LOCALES SONT CONCURRENCÉES PAR DES PRODUITS IMPORTÉS SOUVENT MOINS CHERS QUI PEUVENT CONTENIR DES PESTICIDES INTERDITS EN EUROPE
- * EN 2019 AU BRÉSIL, 150 PESTICIDES UTILISÉS POUR PRODUIRE DU SOJA

UN CHARGEMENT de **SOJA**, IMPORTÉ du **BRÉSIL** POUR NOURRIR LE BÉTAIL en FRANCE PARCOURT PLUS DE **7500 KM** entre LES PORTS DE SANTARÉM & DE BREST.

LES IMPACTS de L'ACCORD UE-MERCOSUR



780 millions de consommateurs
48 milliards d'euros en importation / exportation

MAIS à quel PRIX ?

LE SOJA S'INSTALLE AVEC FORCE DANS NOTRE RÉGION. LES PLANTATIONS ONT CAUSÉ ÉNORMEMENT DE DÉFORESTATION; L'EAU POLLUÉE PAR LES PESTICIDES DÉBOUCHE SUR LA RIVIÈRE LAGE; IL N'Y RESTE PLUS BEAUCOUP DE POISSONS."

ERICA CANOE OROMON
JEUNE LEADER
DU PEUPLE
OROMON



LA DESTRUCTION de L'ENVIRONNEMENT

* CONFLITS POUR USAGE des TERRES

* DÉFORESTATION POUR L'EXPANSION des MONOCULTURES

* LA PULVÉRISATION AÉRIENNE des champs de soja N'ÉPARGNE PAS les FAMILLES, ÉCOLES, RIVIÈRES, TERRES, CULTURES

LA SANTÉ en DANGER

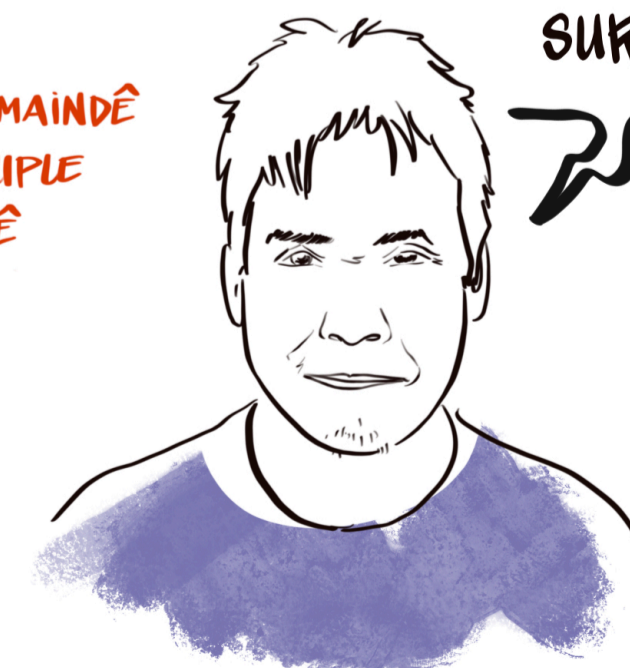
* MISE À MAL DE LA SANTÉ des TRAVAILLEURS RURAUX PAR L'UTILISATION DE PESTICIDES AU BRÉSIL.

entre 2010 et 2019 56 870 PERSONNES intoxiquées



ILS CULTIVENT ÉNORMEMENT DE SOJA ET DE MAÏS AVEC DU POISON QUI CONTAMINE LES RIVIÈRES ET NOUS REND MALADES. ON VOIT LES AVIONS QUI PASSENT ET RÉPANDENT LES PESTICIDES SUR LEURS CULTURES.

MANDEL MAMAINDÉ
LEADER DU PEUPLE
MAMAINDÉ



AGRICULTURE PAYSANNE ICI ET LÀ-BAS, MÊME COMBAT!

COMMENT SE MOBILISER ?

AGIR
localement



AGIR
GLOBALEMENT

EXIGER LA
consultation
des POPULATIONS LOCALES
CONCERNÉES PAR les ACCORDS

LIRE L'ÉTUDE
"L'INJUSTE PRIX
de NOTRE ALIMENTATION"

REVALORISER
le
MÉTIER &
les
REVENUS
des
AGRICULTEURS

ACHETER
en CIRCUITS
 Courts

★ DEMANDER
un MORATOIRE
SUR les ACCORDS

★ CONDITIONNER L'IMPORT-EXPORT DE PRODUITS ALIMENTAIRES AU RESPECT DES NORMES SOCIO-ENVIRONNEMENTALES EXIGEANTES

★ STOPPER LES EXPORTATIONS VERS LES PAYS DU SUD DE PESTICIDES INTERDITS AU SEIN DE L'UE





L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR
LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

OUTIL

MIEUX COMPRENDRE

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE UNION EUROPÉENNE -MERCOSUR POUR AGIR SUR NOTRE ALIMENTATION

1. PRÉSENTATION DE L'OUTIL.....	2
2. FICHE D'ANIMATION.....	3
3. FICHE COMPLÉMENT D'ANIMATION.....	5
4. ÉQUIPE PROJET.....	9

SEPTEMBRE 2024

DIRECTION ACTION ET PLAIDOYER INTERNATIONAUX



PRÉSENTATION DE L'OUTIL

Pendant la crise agricole de février 2024, les agriculteurs ont protesté contre la concurrence des produits importés et s'inquiétaient d'un accord potentiel entre l'Union Européenne (UE) et le Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay). Qu'est-ce que cet accord ? Pourquoi est-il critiqué et rejeté ? Profite-t-il à l'agriculture familiale en Amérique du Sud ? Quels impacts sur notre alimentation en France ? et pour celles et ceux qui la produisent ? Quelle est la position du Secours Catholique ?

Dans un contexte où la France est connectée avec le reste du monde, les échanges commerciaux jouent un rôle essentiel dans la manière dont nous nous alimentons. Cet outil peut aider à réfléchir ensemble sur comment assurer un accès digne à l'alimentation pour toutes et tous, durable et bénéfique pour les agriculteurs et agricultrices ici et dans les pays du Sud.

Cet outil est conçu à partir,

- Du positionnement et du plaidoyer portés par le Secours Catholique Caritas France (SCCF) et déclinés dans l'étude "[L'injuste prix de notre alimentation](#)".
- Les témoignages de leaders sociaux directement impactés par l'avancée de l'agrobusiness au Brésil récoltés grâce aux associations partenaires brésiliennes **Le Conseil indigéniste missionnaire** et **Caritas Brésil**.
- Des contributions des membres du groupe Education à la Citoyenneté et la Solidarité Internationale d'Occitanie (délégations du Gard, Tarn Aveyron Lozère) et de Pyrénées Gascogne.

Pour explorer le sujet, nous vous proposons **3 illustrations** : 1) Les accords de libre-échange : de la fourche à la fourchette, quels impacts ? 2) Les impacts des accords UE-Mercosur. 3) Agriculture paysanne, ici et là-bas, même combat ! Comment se mobiliser ?

Celles-ci sont accompagnées d'une **2 fiches: animation et complément d'animation. Les objectifs sont de :**

- Connaître les éléments-clés de la proposition d'accord en termes simples.
- Identifier les impacts potentiels majeurs de cet accord sur notre alimentation, sur l'environnement et sur les droits humains au Brésil.
- Identifier les recommandations de plaidoyer du SCCF et les pistes d'actions possibles.

Opportunités	Une journée de formation plaidoyer, une journée diocésaine de sensibilisation sur l'accès digne à l'alimentation en délégation avec un focus international avec des partenaires, un temps en équipe locale en milieu rural avec un public d'agriculteurs-agricultrices
Public cible	un public divers, de non-spécialistes de l'international
Nombre de participant.e.s	6 à 20
Durée	1h
Lieu/espace	En salle ou à l'extérieur, prévoir des tables ou un espace pour afficher les 3 illustrations
Matériel	Feuilles paperboard, feutres, pâte à fixe ; chaises, tables

FICHE D'ANIMATION

Temps	Séquence	Matériel
	<p>En amont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ★ Imprimer les 3 illustrations A3 en couleur + couper les titres et les garder pour l'étape 4. ★ Imprimer la grille de questions -étape 1 pour chaque participant.e.s. ★ Préparer des petits îlots 1 table + chaises. ★ Sous-groupes de max 4. ★ Plusieurs groupes peuvent travailler sur la même illustration en même temps. 	papier ciseaux
5'	<p>Introduction (à adapter) :</p> <p>Mot de bienvenue ; Expliquer quel est le but de cette séquence, et donner quelques repères : Pourquoi le Secours catholique s'empare de la question des accords de libre échange ?</p> <p>⇒ Réfléchir à notre alimentation, nécessite une approche mondiale : production, consommation, nos habitudes de consommation impactent d'autres pays et vice versa.</p> <p>⇒ Lors de la crise agricole de février 2024, les agriculteurs et agricultrices ont exprimé leur colère face à la concurrence des produits importés, et s'inquiétaient de la possible signature d'un accord entre l'UE et les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay). Qu'est-ce que cet accord ? Pourquoi est-il critiqué et rejeté ? Est-ce qu'il bénéficie à l'agriculture familiale paysanne en Amérique du Sud ? Quelle est la position du SCCF ? Quel est l'impact sur notre alimentation ? et sur les agriculteurs et agricultrices ici? Utilisons trois illustrations pour en savoir plus et mieux comprendre !</p>	
10'	<p>Étape 1 : Lecture individuelle en sous-groupe</p> <p>Diviser en sous-groupes ; chaque sous-groupe reçoit une illustration sans le titre (à découper en amont).</p> <p>Consignes : lecture individuelle + compléter la grille des 3 questions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quel mot me vient à l'esprit après observation de la planche ? - Ce que j'ai compris et que je vais partager au groupe ? - Ce qui me pose question ou que je ne comprends pas ? 	grilles avec questions
10'	<p>Étape 2 : Partage en sous-groupe</p> <p>Consignes : chaque sous- groupe met en commun ce qu'il a compris de la planche en partageant le contenu de sa grille, à tour de rôle.</p>	
10'	<p>Étape 3 : Préparation en sous-groupe de la présentation</p>	

	Consignes : chaque sous-groupe doit préparer la présentation en plénière ; ensemble trouver : 2 idées fortes + 2 éléments qui résonnent avec mon contexte local + 2 étonnements. Le groupe doit choisir un rapporteur.	
5'x4	<p>Étape 4: Partage en grand groupe</p> <p>Animer le tour des présentations en grand groupe + échanges. Chaque sous-groupe affiche l'illustration au mur ;</p> <p>Inviter les autres participant.e.s à réagir : contenu, enjeux ? D'accord ? Pas d'accord ? Qu'avons-nous oublié ? Quel titre donnerons-nous à cette planche ?</p> <p>A la fin, l'animateur- animatrice indique les titres que le SCCF a proposés (découpés en amont).</p> <p>⇒ l'animateur- animatrice dispose des infos dans <i>la fiche d'accompagnement (pages 5-8 de ce document)</i> et complète, répond aux questions.</p>	Paperboard pour noter ; un mur
5'		
10'	<p>Auto-évaluation;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Temps d'expression libre : avec quoi je pars ? - Ce que j'ai apprécié ? 	
5'	<p>Conclusion : citer les éléments clés qui émergent de la rencontre ; Remercier les participant.e.s. Inviter les participant.e.s à lire la fiche et les illustrations. Distribuer la fiche + les illustrations à chaque participant.e.</p>	

D'autres animations possibles: débat mouvant - un quiz.

FICHE COMPLÉMENT D' ANIMATION

LA PROPOSITION D'ACCORD DE LIBRE ÉCHANGE UNION EUROPÉENNE MERCOSUR, KEZAKO?

1- Quels pays sont concernés ?

Les 27 pays de l'UE¹ et les 4 pays du Mercosur²: Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay.
⇒ 780 millions de personnes sont concernées.

2- Principaux intérêts dans le cadre du volet commercial de l'Accord ?

Pour l'UE :

- ⇒ Exportation des services et biens industriels (chimie, pharmaceutique, pesticides, textile, automobiles, ...).
- ⇒ Ouverture des marchés publics du Mercosur aux entreprises européennes.
- ⇒ Approvisionnement du marché alimentaire interne avec l'importation de produits agricoles.

Pour le MERCOSUR :

- ⇒ Ouverture du marché de l'UE aux produits agricoles et aux matières premières.
- ⇒⇒ 40 milliards d'euros d'importations/ exportations.

3- Quelles dates clés ?

1999 - 2019 : de longues et opaques négociations.

2019 : la signature d'un accord par l'UE et le Mercosur.

2024 : ...toujours pas de ratification de l'accord, bloquée par plusieurs pays, dont la France.

4- Quelle est la position de la France ?

La France, par la voix du Président de la République, en août 2019 à l'occasion du Sommet du G7, refuse l'accord "en l'état actuel des textes" en raison des :

- **Enjeux climatiques et environnementaux** : compte tenu de l'orientation prise par les politiques publiques de ce bloc de pays qui vont à l'encontre des objectifs collectifs de l'Accord de Paris et de leurs engagements individuels pris dans ce cadre. Cela se manifeste en particulier par l'aggravation de la déforestation en Amazonie. Depuis, des rapports commandités par le gouvernement français ont confirmé certains risques environnementaux³.

Par ailleurs, on dénonce aussi en France cet Accord :

- **Enjeux sociaux** : les agriculteurs européens dénoncent la concurrence déloyale que générera cet accord de libre échange : importations de produits moins chers soumis à moins de contraintes environnementales.

Un accord de libre échange, de quoi parle-t-on ?

⇒ Un accord international passé entre deux ou plusieurs États pour favoriser le commerce international.

Comment ? Réduction des taxes, simplification des contrôles douaniers, des réglementations nationales freinant l'importation de biens, de services, de main-d'œuvre et de capitaux étrangers.

¹Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède.

² Marché commun du Sud : l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay sont rejoints par la Bolivie en décembre 2023.

³<https://www.deforestationimportee.ecologie.gouv.fr/actualites-17/article/la-commission-ambec-a-rendu-le-18-septembre-2020-son-rapport-au-gouvernement>.

5- Quelle est la position des pays du Mercosur ?

L'agrobusiness

Désigne l'ensemble de la filière agricole industrielle (production-transformation-commercialisation) et des produits issus d'une agriculture intensive en intrants chimiques, fortement mécanisée et caractérisée par des hauts rendements.

Source: Alimenterre

Certains pays du Mercosur, où **l'agrobusiness** représente une part importante de leur PIB, estiment que l'accès au marché européen est encore trop limité, notamment en ce qui concerne des produits agricoles comme la viande, le sucre ou l'éthanol. Les quotas imposés par l'UE et les barrières non tarifaires (normes sanitaires et phytosanitaires, etc.) sont perçus par le secteur de l'agrobusiness, comme des obstacles supplémentaires à une véritable libéralisation.

Certains critiquent la volonté européenne d'imposer des normes environnementales additionnelles à celles déjà négociées comme une atteinte à la

souveraineté des Etats du Mercosur.

A son arrivée au pouvoir au Brésil (janvier 2023), le Président Lula a demandé de revoir l'ouverture à la participation d'entreprises étrangères aux marchés publics du Mercosur, notamment dans le domaine de la santé afin d'éviter une concurrence inégale et garantir la possibilité de maintenir des politiques publiques de soutien à l'agriculture familiale dans certains marchés publics. Avec la renégociation de certains points, il serait favorable à la signature d'un Accord. Il répond ainsi à une partie de la base de soutien à son gouvernement.

Nombreux mouvements sociaux et organisations de la société civile brésilienne et des autres pays du Mercosur dénoncent les risques sociaux et environnementaux de l'Accord, qui viendrait renforcer un modèle agricole productiviste et qui concentre les ressources, notamment la terre, et qui détruit l'environnement.

...Un accord enterré?

Si des pays comme la France continuent de montrer des réserves, les négociations sur l'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur sont toujours en cours au grand dam des organisations de la société civile qui soulignent, entre autres, le caractère anachronique de cet accord, notamment par rapport aux enjeux climatiques (en effet le commerce international d'aliments accroît la consommation d'énergies fossiles au détriment du développement de circuits courts) !

LE POSITIONNEMENT ET LE PLAIDOYER PORTÉS PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

Clefs du contexte/analyse

Le Secours Catholique Caritas France est opposé à l'accord entre l'UE et le Mercosur qui favorise une agriculture d'exportation, participe à l'accaparement des terres et l'expansion des monocultures, souvent au détriment des petits producteurs agricoles, des communautés autochtones et des populations rurales. La ratification de cet accord aurait de graves conséquences sociales, sanitaires et environnementales :

D'abord, **l'ouverture des marchés agricoles aux pays du Mercosur pourrait affaiblir les agriculteurs européens, particulièrement les petites unités de production, en les exposant à une concurrence déloyale** face à des produits sud-américains souvent issus de systèmes de production moins réglementés et proposés à des prix plus bas. Cela pourrait entraîner des pertes d'emplois dans les secteurs agricoles et ruraux européens mais aussi **renforcer les inégalités sociales et économiques dans les pays du Mercosur, en marginalisant davantage les petits producteurs locaux, déjà fragilisés par la concurrence internationale.** Les bénéfices de cet

accord profiteraient principalement aux grandes entreprises agro-industrielles, au détriment de l'agriculture familiale et des modes de production durables.

Par ailleurs, les **pays du Mercosur ne sont pas soumis aux mêmes normes sanitaires et environnementales que celles imposées au sein de l'UE, notamment en ce qui concerne l'utilisation de pesticides ou d'OGM, ce qui pose des risques pour la sécurité alimentaire et la santé des consommateurs.** Le Brésil importe ainsi près de la moitié des néonicotinoïdes produits en Europe, dont l'utilisation est interdite au sein de l'UE. La Belgique, l'Allemagne et la France en sont les principaux fournisseurs, malgré le fait que certains de ces pesticides soient censés être interdits à l'exportation depuis 2022.⁴ La réduction des droits de douane générée par cet accord encouragerait l'importation de ces produits par le Brésil et les autres pays du Mercosur.

Un autre risque lié à la ratification réside également dans l'extension des surfaces agricoles nécessaires à l'accroissement de la production pour l'exportation (notamment de soja, viande bovine et éthanol), ce qui engendrerait une augmentation de déforestation exacerbant ainsi le changement climatique et la perte de biodiversité. Selon le rapport relatif aux effets potentiels de l'accord sur l'environnement⁵, ce dernier entraînerait une augmentation de 5% à 25% par an de la déforestation au cours des six premières années de sa mise en application du seul fait de la hausse de la production de viande bovine engendrée par la négociation. Ces volumes pourraient menacer des biomes tels que l'Amazonie et le Cerrado (au Brésil) ou le Gran Chaco (Argentine, Paraguay). **Sans mécanismes contraignants pour garantir la réduction des émissions et protéger les forêts, cet accord risquerait d'annuler les efforts collectifs pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C⁶.**



ZOOM SUR LE TERRITOIRE INDIGÈNE IGARAPÉ LAGE RONDÔNIA, BRÉSIL

Le Territoire indigène Igarapé Lage, où habite Erica Canoé Oromon, a été officiellement démarqué en 1981, avec une surface totale de 107.321 hectares (1073 Km²). La déforestation a fait un bond entre 2022 et 2023 (6,32 Km²) pour atteindre un total de 16,98 Km² au total. Cela coïncide avec l'arrivée du soja dans la région, un phénomène récent mais qui transforme le paysage et la vie des peuples autochtones qui y vivent.

Les terres défrichées sont occupées par des plantations sans le consentement des indigènes qui ne font que constater le grignotage de leur territoire.

« L'arrivée du soja dans la région de Rondônia et l'avancée de la monoculture sur les terres Oro Wari sont le résultat d'un processus de régionalisation économique qui cherche à élargir la production agricole dans la triple frontière entre les États d'Amazonas, Acre et Rondônia (d'où l'acronyme AMACRO) ».

Cette région est aujourd'hui la « nouvelle frontière de déforestation » de l'Amazonie. En 2022, 36% des zones déboisées s'y trouvent.

⁴https://www.caissedesdepots.fr/blog/article/accord-ue-mercosur-les-dangers-dune-ratification-en-letat#_ftn3

⁵ <https://www.veblen-institute.org/IMG/pdf/ue-mercosur-dangers-ratification-en-letat-mars2023.pdf>

⁶ L'accord de Paris, ratifié par la France et les pays membres de la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique en 2015, engage les Etats à limiter le réchauffement climatique à 1,5° d'ici à la fin du siècle par rapport aux niveaux préindustriels (avant 1850 environ).

RECOMMANDATIONS DU SECOURS CATHOLIQUE DÉCLINÉES DANS L'ÉTUDE "L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION"

- Un moratoire sur les accords de libre-échange en cours de négociation (tel que le Mercosur), pour les atteintes qu'ils portent à l'environnement, la santé des populations et la souveraineté alimentaire des pays du Sud.
- Conditionner l'import de produits alimentaires au respect des normes environnementales, sanitaires et sociales en vigueur au sein de l'Union européenne.
- L'arrêt des exportations de pesticides interdits dans l'UE pour réduire l'exposition et tous les risques afférents pour la santé des travailleurs agricoles, des populations locales et de l'environnement.



==> Où les trouver, [*"L'injuste prix de notre alimentation"*](#), page 87, volet *"Réguler le commerce international pour la santé, l'environnement et les droits humains"*

DES RESSOURCES COMPLÉMENTAIRES

- **Video : 2'33"**: le dessous des cartes, Arte
[Le - Mercosur : la peur des agriculteurs | Le dessous des cartes - ARTE](#),
- **Une page web: 8 questions pour comprendre l'accord,, Vie Publique**
<https://www.vie-publique.fr/questions-reponses/289981-laccord-dassociation-ue-merc-sur-en-huit-questions>
- **Une Fiche : un regard depuis le Brésil par le Pôle Amérique latine et Caraïbes - SCCF**
[L'accord Union Européenne -Mercosur: un regard depuis le Brésil](#) , 3 pages.

ÉQUIPE PROJET

Réalisation et coordination de l'outil:

judith.lachnitt@secours-catholique.org - chargée de plaidoyer international Climat et Souveraineté alimentaire au Pôle Plaidoyer International

walter.prysthon@secours-catholique.org, chargé de programmes Brésil au Pôle Amérique latine et Caraïbes

elise.drouet@secours-catholique.org, responsable Pôle Animation et Campagnes Internationales

sophie.carlier@secours-catholique.org, assistante direction et coordination communication pour la Direction Action et Plaidoyer Internationaux.

Coordination:

isabel.esquerdo@secours-catholique.org, chargé animation Solidarité Internationale Pôle Animation et Campagnes Internationales -programme Ensemble Bien Vivre et Bien Manger.

Illustrateur: Geoffroy Lefort *Visual 2 Explain*

Autres contributeurs et contributrices :

Yves Cugnasse, Florence Périer, Gaëtan Chambrie, Edna Simon, et Juliana Chermanne des délégations de la région Occitanie ;

Fabienne Caël du Pôle animation et Campagnes Internationales à la DAPI ;

Astrid Aulnier et Joséphine Dubois du Programme Ensemble Bien Vivre et Bien Manger.